

BORDEREAU DE REMISE DE DOCUMENTS

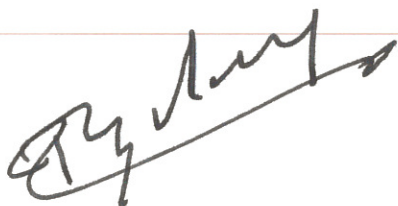
concernant

L'enquête publique relative à une demande de permis de construire présentée par la SA Polyclinique Courlancy pour l'édification, sur le territoire de la commune de Bezannes dans la ZAC, d'un ensemble de constructions à usage de polyclinique.

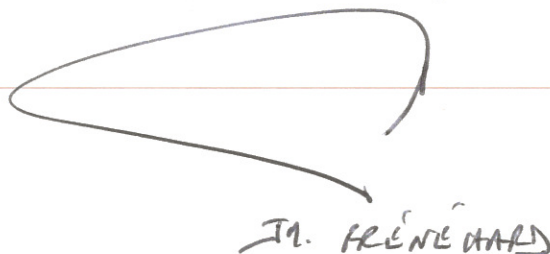
Documents remis	Observations
<ul style="list-style-type: none">- Le procès-verbal de synthèse des observations du public.- Les thèmes abordés par le commissaire enquêteur.	<p>Le 20 juillet 2015, les deux documents cités dans la colonne de gauche ont été remis, par le commissaire enquêteur, au Groupe Courlancy.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'Art. R123-18 du Code de l'environnement, le Groupe Courlancy dispose d'un délai de quinze jours (avant le 5 août 2015) pour produire ses observations éventuelles au regard de chaque observation du procès-verbal de synthèse.</p> <p>Dans le même délai, il est demandé au Groupe Courlancy de répondre aux thèmes abordés par le commissaire enquêteur.</p> <p>Les réponses (format Word) du Groupe Courlancy sont à adresser par mail à thierry.malvaux@wanadoo.fr L'original, signé par le représentant du Groupe Courlancy, sera adressé par courrier à M. Thierry Malvaux, commissaire enquêteur, 4 rue de la Fontaine Corbillon 51700 Châtillon sur Marne (ce document sera joint au rapport d'enquête).</p>

Signatures

A Reims, le 20 juillet 2015
M. Thierry Malvaux
Commissaire enquêteur



A Reims, le 20 juillet 2015
Le représentant du Groupe Courlancy



M. FRÉDÉRIC

GIE Groupe COURLANCY
38 rue de Courlancy
BP 1182
51057 REIMS Cedex
382 819 159 RCS Reims

PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

concernant

L'enquête publique relative à une demande de permis de construire présentée par la SA Polyclinique Courlancy pour l'édification, sur le territoire de la commune de Bezannes dans la ZAC, d'un ensemble de constructions à usage de polyclinique.

Pendant les 31 jours d'enquête publique, trois observations ont été formulées (voir pages suivantes).

Commentaire du commissaire enquêteur

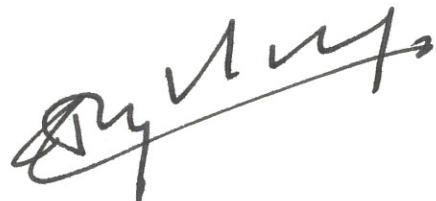
Cette enquête publique n'a pas mobilisé la population.

En effet, seules quatre personnes sont venues consulter le dossier d'enquête pendant les permanences du commissaire enquêteur :

- deux personnes se sont renseignées sur les accès aux parkings du projet de polyclinique ;
- un couple, riverain du projet de polyclinique, a déposé trois observations.

En dehors des permanences, personne n'est venu à la mairie de Bezannes consulter le dossier d'enquête.

A Châtillon sur Marne le 19 juillet 2015
Le commissaire enquêteur
M. Thierry Malvaux



Observations du public et réponses du Groupe Courlancy

Remarque : les observations 2 et 3 ont également été transmises à Reims Métropole pour éléments de réponse.

1^{ère} observation

« L'étude d'impact sonore indique en page 111, que les équipements techniques prévus sont susceptibles de générer des non-conformités en seuil de dB. Nous sommes riverains et nous avons déjà eu le cas d'une entreprise qui présentait des équipements engendrant des nuisances sonores jour et nuit. Il est mentionné que le groupe Courlancy s'engage à livrer un équipement conforme par rapport au bruit engendré et va mettre en œuvre une étude afin de s'en assurer. Cette étude sera-t-elle rendue publique. »

Réponse du Groupe Courlancy :

2^{ème} observation

« L'étude concernant les flux de circulation date de 2012. Depuis, des entreprises et des habitants ont pris leurs quartiers dans la zone. Aux heures d'arrivée dans les bureaux (matin) ainsi que de sortie des bureaux (midi/soir), il est fréquent, sur la rue Jean Monnet d'attendre 15/20 mn

Pour accéder au rond-point Murigny : la voirie n'est déjà plus dimensionnée pour absorber les flux de circulation (habitat, travailleurs, voyageurs TGV). Le courrier de retour de R. Métropole fait état de mesures à ce sujet « à moyen / long terme » : peut-on avoir un calendrier plus précis ? Cela serait déjà d'actualité.

Des aménagements sur la voirie rue Louis Victor de Broglie seraient à prévoir : ralentisseurs ? zone 30 ? les véhicules y roulent déjà très vite, ou virage dangereux à 50 km/H ».

Réponse du Groupe Courlancy :

3^{ème} observation

« Le projet prévoit 1200 places de parking. Pour les visiteurs/patients, les places seront-elles gratuites ou payantes ?

Si celui-ci est payant, les gens vont prendre les places de parking gratuites sur la voie publique qui sont dimensionnées pour des habitations à l'heure actuelle. Sera-t-il prévu une augmentation des places de stationnement publiques, dans cette hypothèse ? »

Réponse du Groupe Courlancy

THÈMES ABORDÉS PAR LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

concernant

L'enquête publique relative à une demande de permis de construire présentée par la SA Polyclinique Courlancy pour l'édification, sur le territoire de la commune de Bezannes dans la ZAC, d'un ensemble de constructions à usage de polyclinique.

1^{er} thème relatif au cadrage préalable

L'article R.122-4 du Code de l'environnement précise que tout pétitionnaire peut obtenir de l'autorité compétente pour autoriser le projet de lui préciser le degré de précision des informations qui devront figurer dans l'étude d'impact. A cette fin, le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire doit fournir un certain nombre d'information (Cf. Article R.122-4).

L'autorité compétente consulte les autorités administratives de l'Etat compétentes en matière d'environnement et de santé. Dans son avis, l'autorité compétente précise les éléments permettant au pétitionnaire d'ajuster le contenu de l'étude d'impact à la sensibilité des milieux et aux impacts potentiels du projet. Dans sa réponse, l'autorité compétente indique notamment :

- les zonages, schémas et inventaires susceptibles d'être affectés par le projet ;
- les autres projets avec lesquels les effets cumulés devront être étudiés ;
- la liste des organismes susceptibles de fournir des informations utiles à l'étude d'impact ;
- éventuellement, le périmètre approprié pour l'étude de chacun des impacts du projet.

En outre, une réunion de concertation avec les parties prenantes locales intéressées par ce projet, peut être organisée, à la demande du pétitionnaire ou maître d'ouvrage, par l'autorité compétente pour autoriser le projet, afin que chacune puisse faire part de ses observations sur l'impact potentiel du projet envisagé (Cf. Article L.122-1-2 du Code de l'environnement).

Question du commissaire enquêteur

Ces deux facultés ont-elles été utilisées ?

Réponse du Groupe Courlancy :

2^{ème} thème relatif à l'emploi

Question du commissaire enquêteur :

Le projet de polyclinique représente combien d'emplois directs (transférés, créés) et d'emplois indirects (estimation) ?

Réponse du Groupe Courlancy :

3^{ème} thème relatif au coût du projet de polyclinique

L'étude d'impact (page 97) indique un coût des travaux de 88 750 000€ HT.
Des articles de presse annoncent un projet de 140M€.

Questions du commissaire enquêteur

A quoi correspondent ces 140M€ ?

Réponse du Groupe Courlancy

4^{ème} thème relatif au calendrier des travaux

Le dossier d'enquête précise que les travaux seront réalisés en deux tranches :

- de septembre 2015 à décembre 2017 : construction des bâtiments A, B, Clinique et D (barre technique) ;
- de décembre 2018 à novembre 2020, construction du bâtiment C.

Questions du commissaire enquêteur

A ce jour, quel est le calendrier prévisionnel des travaux et la date d'ouverture de la polyclinique ?

Réponse du Groupe Courlancy

5^{ème} thème relatif au stationnement

Le rapport d'étude de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité du 30 avril 2015 indique « 899 places de parking » :

- « 341 places pour le parking patients/visites » ;
- « 218 places pour le parking Nord-Ouest » ;
- « 340 places pour le parking Nord-Est » ;

Il est ajouté : « d'autres places sont destinées au personnel ».

Question du commissaire enquêteur

Combien de places de parking sont prévues pour les visiteurs et pour le personnel.

Réponse du Groupe Courlancy

6^{ème} thème concernant les effets cumulés

L'étude d'impact indique en page 135 que quatre projets peuvent se cumuler avec le pôle de santé Courlancy (source DREAL/ Champagne-Ardenne) dont le projet CIRMAD Est⁽¹⁾/ (Centre de stockage de données informatiques) situé à Bezannes. Les impacts du projet CIRMAD Est sont parfaitement décrits.

Après avoir cité le projet CIRMAD Est, l'autorité environnementale indique dans son avis (page 4/5) : « Le dossier ne justifie pas l'absence d'une analyse des effets cumulés avec les autres projets recensés ».

Dans sa réponse à l'autorité environnementale, le groupe Courlancy n'a pas répondu à cette observation.

(1) : le maire de Bezannes, interrogé par le commissaire enquêteur sur la localisation du projet CIRMAD Est, a fait savoir que le projet de Centre de stockage était abandonné depuis très longtemps.

Question du commissaire enquêteur

Quelles sont les justifications de l'absence de l'analyse des effets cumulés avec les trois autres projets recensés ?

Réponse du Groupe Courlancy

7^{ème} thème relatif à l'évaluation des impacts et aux modalités de suivi des mesures

Pour les impacts concernant « le risque de saturation de certains carrefours de la desserte locale du au trafic généré par le pôle de santé » et « les équipements techniques extérieurs susceptibles de générer des niveaux sonores dépassant les exigences réglementaires en termes d'émergence, notamment en période nocturne », le tableau d'évaluation et de modalités de suivi des mesures (page 137 de l'étude d'impact) indique respectivement deux mesures :

- « une étude ad-hoc doit être envisagée afin de vérifier l'impact du projet sur la circulation routière » ;
- « affiner l'étude acoustique en consolidant les hypothèses de trafic de manière à envisager le besoin en terme de dimensionnement de protections ».

Mais pour ces deux études, le tableau ne précise pas les modalités de suivi des mesures et des effets.

Questions du commissaire enquêteur (Réf : Art.R122-5 du code de l'environnement/ 2^{ème} paragraphe/ Point 7)

Quelles sont les modalités de suivi de ces deux études (ex : calendrier des deux études, estimation des dépenses correspondantes, ...) ?

Nota : selon le maire de Bezannes, les premiers immeubles riverains du projet de polyclinique seront livrés :

- au 2^{ème} semestre 2015 et en 2016, pour « Les Rives du Golf » : 91 logements ;
- en 2017, pour « Les Terrasses du Golf » : 163 logements.

Réponse du Groupe Courlancy